



CGT SPIP 75

LE TELEPHONE PLEURE

Le 16 novembre 2015, la Direction a transféré à toute l'équipe un mail de la Cour d'appel informant de la suppression **des messageries vocales à compter du 24 novembre 2015.**

La Direction nous informait des mesures qu'elle avait prises :

A partir du 24 novembre un message devait être déposé sur nos boîtes vocales précisant de ne pas laisser de message, de rappeler le correspondant pendant les heures de travail en journée ou de se présenter au service en cas d'urgence.

Il était en outre précisé : « **un achat de téléphone portable va être effectué pour tous les personnels permettant ainsi de recevoir des messages soit par messagerie vocale soit par SMS.** »

Malgré les S oubliés à « téléphone portable », l'intention de la hiérarchie était bien que chaque agent du SPIP ait un téléphone portable.

La section locale CGT SPIP 75 déplore qu'à ce jour les téléphones n'aient toujours pas été livrés.

Sont-ils au moins commandés ???

Les personnels ont constaté que les mesures proposées par la Direction n'ont pas été mises en place. Nos messageries précisent juste que le correspondant ne répond pas et au bout de plusieurs sonneries, que l'appel va être transféré à une opératrice du tribunal ... et le téléphone sonne indéfiniment.

Nous ne pouvons plus attendre !

Le fait de ne pas être joignable devient très problématique.

Cela peut entraîner de graves difficultés : une grande partie des PPSMJ n'ont pas accès à internet et ne peuvent pas envoyer d'e-mails. Dans tous les cas, il est difficilement envisageable de laisser notre adresse mail à 110 PPSMJ et en particulier à certains profils.

Les PPSMJ ne peuvent pas laisser de messages pour prévenir les CPIP en cas d'impossibilité de venir aux rendez-vous, entraînant des rapports d'incidents n'ayant peut-être pas lieu d'être. Les personnes placées sous surveillance électronique ne peuvent plus solliciter de modifications horaires en temps et en heure, entraînant des incidents et, là encore, une surcharge de travail pour tous. Enfin, les structures extérieures ne parviennent pas à nous joindre, mettant à mal le travail partenarial.

La CGT SPIP 75 exige de la transparence de la Direction sur la date de livraison des téléphones portables pour que cette situation cesse au plus vite.